



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire autorisant le Sivom de Saint-Gaudens Montréjeau Aspet
Magnoac à étendre la zone de chalandise de l'installation de stockage de déchets non
dangereux qu'il exploite au lieu-dit « PIHOURC » sur le territoire
des communes de Lieoux et Latoue**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R. 181-45 et R. 181-46 ;
Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
Vu le plan régional de prévention des déchets d'Occitanie approuvé le 14 novembre 2019 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008, autorisant l'extension de l'ISDND (installation de stockage de déchets non dangereux) de « Pihourc », modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 11 décembre 2011 et du 4 juin 2013 ;
Vu l'arrêté préfectoral du complémentaire du 2 juin 2016 ;
Vu le dossier de porter à connaissance du 4 juin 2021 relatif à la demande d'extension de la zone de chalandise afin d'accepter sur l'installation les déchets provenant des départements de Haute-Garonne (31), Hautes-Pyrénées (65), Ariège (09) et Gers (32) ;
Vu l'avis favorable du conseil régional d'Occitanie du 21 février 2022 ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 juillet 2022 ;
Considérant que ce projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
Considérant que les modifications sollicitées ne présentent pas un caractère substantiel au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient cependant de modifier, par arrêté préfectoral complémentaire, les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter modifié du 12 décembre 2008 ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par lettre du 11 août 2022 ;

Considérant l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

ARRÊTE

Art. 1er – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, le Sivom de Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac, dont le siège est situé lieu-dit « La Graouade » - route du Circuit - Saint Gaudens (31800) est tenu de respecter les dispositions des articles suivants pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'il exploite sur le territoire des communes de Lieoux et Latoue, lieu-dit « Pihourc ».

Art. 2 – L'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juin 2016 est abrogé.

Art. 3 – L'article 4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 est modifié comme suit :

« Seuls les déchets provenant des départements de la Haute-Garonne, de l'Ariège, du Gers et des Hautes-Pyrénées sont admis sur l'installation. »

Art. 4. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 5. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 6. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier, mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 7. – Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie des communes Lieoux et Latoue et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie des communes Lieoux et Latoue pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 8. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au Sivom de Saint-Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac.

Fait à Toulouse, le **14 OCT. 2022**

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB

